

Programme de travail chiffré du Secrétariat CITES pour 2010

But 1

Garantir l'application et le respect de la Convention et la lutte contre la fraude

Objectif 1.1

Les Parties remplissent leurs obligations découlant de la Convention par le biais de politiques, d'une législation et de procédures appropriées

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes				
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde	
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses								
1	Réaliser le projet sur les législations nationales	Examen des projets de lois et une législation promulguée & les amendements y relatifs; une législation adéquate adoptée par 60 Parties et territoires; des rapports à ce sujet au Comité permanent et à la CoP; des informations légales fournies pour le site web; l'examen de législations; des matériels d'orientation spécialisés; des avis fournis à certaines Parties	Atelier législatif pour l'Afrique du Nord (Tunisie, février 2010) Missions d'assistance législative au Guyana et au Surinam (février 2010) Tableau actualisé de la situation législative (mars) Mise à disposition des Parties d'une analyse législative, d'une assistance et d'orientations	Essentielle	59,731	68,732	20,000	771	69,503	65,040	134,543	Japon	49,762	22,657	27,105	
												Japon	15,278	4,132	11,146	
2	Compiler des rapports annuels et bisannuels reçus des Parties; préparer des analyses et les commenter; vérifier le respect des dispositions; mettre au point et gérer un système axé sur le web pour toutes les données des rapports; trouver des moyens de réduire la charge de travail qu'impliquent l'établissement des rapports	Un tableau à jour sur les rapports soumis; un système interactif axé sur le web; moins de rapports spéciaux et plus de rapports annuels et bisannuels soumis; des activités conjointes sur des rapports harmonisés; des rapports au Comité permanent et à la CoP	Contrat avec le PNUE-WCMC sur la mise à disposition d'un suivi du commerce, l'analyse des données sur le commerce et un appui technique Appui au groupe de travail du Comité permanent sur les obligations spéciales en matière de rapport Profils des données des rapports annuels désormais disponibles sur le site web via la base de données sur le commerce CITES Analyse des rapports bisannuels soumis à la 15 ^e session de la Conférence des Parties Participation à l'atelier du PNUE sur la gestion des connaissances et les AME	Essentielle	33,563	38,007	110,000	110,000	148,007	65,000	213,007					0
												Etats-Unis	57,522	57,522		
3	Tenir sur le web une rubrique signalant comment les questions de respect de la Convention par certaines Parties sont traitées; entreprendre dans des pays, sur invitation, des missions d'assistance, d'évaluation & de vérification	Une transparence accrue, un traitement facilité et cohérent des questions de respect de la Convention	Renforcement des capacités pour l'audit des établissements d'élevage en ranch à Madagascar Missions d'assistance, d'évaluation et de vérification du respect de la Convention, selon les besoins	Basse	16,497	18,854	0	0	18,854	35,908	54,762	France	35,908	35,908		0
4	Fournir aux organes de gestion un appui technique et d'application dans les domaines identifiés dans leurs rapports nationaux (annuel, bisannuel, spéciaux)	Des avis et une assistance sur mesure; des missions, des réunions	Appui spécifique fourni lors des ateliers régionaux sur le renforcement des capacités (lié à l'activité 23)	Moyenne	32,426	37,409	0	0	37,409	4,425	41,834	Safari Club International	4,425	0		4,425
5	Examiner le fonctionnement des autorités scientifiques. Au niveau subrégional, déterminer les principaux besoins techniques et de recherche des autorités scientifiques et créer des programmes d'appui ciblés	Un rapport d'évaluation soumis à la CoP sur les compétences et les ressources disponibles au sein de chaque autorité scientifique. Détermination de la nécessité d'un renforcement des capacités et d'un appui, en particulier pour les Parties exportatrices	Une évaluation des besoins a été effectuée pour déterminer les priorités en matière de renforcement des capacités ainsi que les besoins de formation technique, en vue de cours ciblés en ligne, d'ateliers régionaux et d'un appui aux activités dans le pays. L'évaluation a porté sur 25 pays d'Afrique orientale et australe, 16 pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, 27 pays d'Afrique occidentale et centrale, 21 pays d'Amérique du Sud et centrale et 16 pays d'Asie occidentale et centrale.	Basse	10,809	12,470	0	0	12,470	42,150	67,090	Commission européenne	42,150	17,040		25,110
Coût total					153,026	175,472	130,000	110,771	286,243	212,523	511,236		205,045	137,259		67,786

Objectif 1.2

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
6	Aider les Parties dans l'adoption et l'utilisation de procédures normalisées, sûres et rationalisées pour la délivrance des permis, y compris: appui de systèmes informatisés/de bases de données pour la délivrance des permis et de permis informatisés pour le commerce en ligne; mise à disposition de timbres et de permis de sécurité; enregistrement et diffusion de spécimens de documents CITES et enregistrement des spécimens de signatures; réponse aux questions sur les permis; aide au marquage et à l'étiquetage des spécimens	Une assistance directe et régulière pour le développement de systèmes informatisés pour la délivrance des permis et de systèmes informatisés pour le commerce en ligne; la recherche et la communication des bonnes pratiques en matière de permis; des timbres et des permis fournis aux Parties sur demande; de nouveaux documents ajoutés dans les dossiers du Secrétariat et fournis dans des notifications; de nouvelles signatures ajoutées dans les dossiers du Secrétariat; des réponses apportées aux questions des Parties; des étiquettes reçues par les Parties sur demande	Sensibilisation des Parties aux outils et diffusion d'informations à ce sujet pour les aider à élaborer & appliquer des systèmes de délivrance informatisée des permis, à élaborer & appliquer des programmes de renforcement des capacités sur l'utilisation des recommandations incluses dans les outils, et à développer les outils grâce à des mises à jour & de nouvelles normes, comme approprié. Réunion avec l'organe de gestion suisse au sujet de questions relatives à la délivrance informatisée des permis et visite de Richemont International Distribution à propos de l'utilisation des permis et certificats CITES dans le cadre de l'importation et de l'exportation de produits de luxe (août) Commande et envoi de timbres de sécurité, de permis et d'étiquettes, selon les besoins Communication directe fréquente avec les Parties	Moyenne	110,721	117,826	0	0	117,826	30,000	147,826	Royaume-Uni, Commission européenne, Safari Club International	20,561	2,640	17,921
Coût total					110,721	117,826	0	0	117,826	30,000	147,826		20,561	2,640	17,921

Objectif 1.3

La mise en œuvre de la Convention au niveau national est conforme aux décisions adoptées par la Conférence des Parties

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
7	Vérifier si les résolutions sont appliquées de manière cohérente, s'il est besoin de les clarifier, de les réviser ou de les abroger, et s'il y a lieu d'établir de nouveaux processus CITES bilatéraux réduisant la nécessité de prendre des mesures internes plus strictes et de formuler des réserves	Une réunion spéciale avec les représentants de toutes les régions CITES; des résolutions révisées ou des projets de résolutions à soumettre à la CoP15; des évaluations de suivi	Appui au groupe de travail du Comité permanent sur les mesures multilatérales Appui au groupe de travail du Comité permanent sur les codes de but Appui au groupe de travail sur les objets personnels et à usage domestique	Moyenne	10,809	12,470	0	0	12,470	4,425	16,895	Safari Club International	4,425	0	4,425
Coût total					10,809	12,470	0	0	12,470	4,425	16,895		4,425	0	4,425

Objectif 1.4

Les annexes reflètent correctement les besoins de conservation des espèces

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes				
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde	
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses								
8	Fournir assistance aux comités scientifiques pour l'examen périodique des annexes. Simplifier et accélérer le processus d'examen périodique	Un examen régulier de l'examen périodique aux sessions des comités scientifiques. Une résolution révisée sur ce processus soumise à la CoP15	Appui au Comité pour les animaux et au Comité pour les plantes, correspondance avec les Parties et émission de notifications aux Parties Etude de la commission sur la <i>Saussurea costus</i> . Soumission d'une proposition de révision du processus à la CoP15.	Moyenne	28,577	29,796	0	0	29,796	0	29,796					
9	Fournir en temps opportun des avis clairs aux Parties sur les propositions d'amendements aux annexes	Une analyse des propositions d'amendement & la coopération avec les OIG pertinentes	Travail en collaboration avec le Groupe d'experts sur l'éléphant d'Afrique Missions d'évaluation confiées à l'UICN	Essentielle	67,393	71,763	0	20,442	92,205	10,000	102,205	La mission du Groupe d'experts sur l'éléphant d'Afrique a été financée sur la réserve du fonds d'affectation spéciale. Le coût en a été absorbé le fonds d'affectation spéciale.				
Coût total					95,970	101,559	0	20,442	122,001	10,000	132,001		0	0	0	

Objectif 1.5

Les meilleures informations scientifiques disponibles constituent la base des avis de commerce non préjudiciables

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
10	Faciliter et gérer l'étude du commerce important, élaborer des programmes de gestion pour les espèces dans les Etats d'aires de répartition identifiés comme requérant des actions correctives au titre de l'étude du commerce important, administrer une évaluation de l'étude du commerce important	Un échange d'informations, des rapports sur la situation d'espèces clés, une évaluation de l'application des recommandations des comités, des rapports réguliers aux comités CITES, une assistance aux Etats d'aires de répartition dans la prise de mesures pour améliorer l'application de l'Art. IV pour les espèces sélectionnées dans le cadre de l'étude du commerce important, un rapport à la CoP sur l'évaluation de l'étude du commerce important	Assumer le secrétariat pour l'étude du commerce important Recherche sur le terrain & activités sur les espèces recommandées dans l'étude du commerce important	Essentielle	124,547	131,356	75,000	75,000	206,356	152,044	358,400	Etats-Unis, Commission européenne, Safari Club International	62,124		152,044
												Commission européenne	89,920		
11	Appuyer les programmes sur des espèces particulières, conçus pour améliorer l'application de la CITES, en particulier pour les espèces de l'Annexe II sélectionnées par la CoP	Un appui aux Parties, des ateliers, des plans d'action, des rapports aux comités scientifiques et au Comité permanent	Convoquer un atelier sur les requins avec la FAO Aider la Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo à dispenser dans la région une formation sur les avis de commerce non préjudiciable.	Haute	62,273	65,678	0	0	65,678	200,000	265,678	Commission européenne	1,837		1,837
Coût total					186,820	197,034	75,000	75,000	272,034	352,044	624,078		153,881	0	153,881

Objectif 1.6

Les Parties coopèrent dans la gestion des ressources en espèces sauvages partagées

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
12	En conjonction avec la CMS, déterminer quelles espèces CITES sont migratrices ou partagées entre des Etats d'aires de répartition. Identifier les parties prenantes régionales et les agences nationales, régionales et interrégionales pertinentes susceptibles de collaborer à des programmes régionaux ou de les appuyer et de s'accorder sur des buts et des activités de gestion conjointes. En s'appuyant sur l'expérience acquise avec le programme MIKE, élaborer un programme pour assurer plus largement une assistance à long terme et la collaboration entre les Etats des aires de répartition ayant des ressources partagées. Promouvoir le recours à une approche biogéographique pour la fixation des quotas. Appuyer la préparation de programmes de gestion régionaux et interrégionaux	Un rapport au Comité permanent et à la CoP. La coopération entre les Parties dans la gestion des ressources en espèces sauvages partagées et l'établissement des quotas d'exportation. La réalisation en cours de cinq programmes pilotes. Des expériences partagées par des Parties sur des plans de gestion du même groupe d'espèces, une meilleure coopération entre les organes de gestion et les autorités scientifiques concernés	Appuyer la deuxième réunion des signataires du protocole d'accord de la CMS sur l'antilope saïga et convoquer un atelier réunissant les Etats de l'aire de répartition de cette antilope, les autorités chinoises et l'industrie de la médecine chinoise traditionnelle Participer à la troisième réunion sur l'accord de la CMS sur les requins migrateurs Réunion conjointe des secrétariats de la CITES et de la CMS par vidéoconférence	Basse	31,520	34,020	0	0	34,020	75,000	109,020				0
13	Superviser la mise en œuvre du programme MIKE	La réalisation du programme MIKE: fournir une assistance technique et pratique aux Etats de l'aire de répartition de l'éléphant et aux sites de MIKE; appuyer l'élaboration et la mise à disposition cohérentes de MIKE conformément aux dispositions de la CITES; veiller à l'analyse des informations et faire rapport sur les résultats	Mise en œuvre du programme MIKE en Afrique Mise en œuvre du programme MIKE en Asie Coordinateur MIKE intégré dans les réunions de l'équipe de gestion Troisième réunion sur l'éléphant d'Afrique (Kenya, novembre)	Haute	27,306	31,323	0	0	31,323	4,464,110	4,495,433	Commission européenne	4,464,110	2,347,550	2,116,560
									650,000			France, Japon, Royaume-Uni	348,499	3,566	344,933
14	Diriger l'Unité centrale de coordination de MIKE depuis le Secrétariat (à partir d'avril 2011)	La continuité du programme MIKE au-delà du financement par la CE; une unité centrale de coordination de MIKE qui fonctionne et éventuellement d'autres programmes de suivi d'espèces	Prolongation du projet d'avril à décembre 2011 pour couvrir les coûts de fonctionnement et en personnel, comme convenu avec la Commission européenne	Basse	0	0	0	0	0	0	0				
Coût total					58,826	65,343	0	0	65,343	5,189,110	4,604,453		4,812,609	2,351,116	2,461,493

Objectif 1.7

Les Parties mettent en œuvre la Convention pour réduire le commerce illégal des espèces sauvages

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
15	Communiquer aux Parties des informations et des avis sur les bonnes pratiques en mettant l'accent sur les approches multiagences et les unités spécialisées	Les questions pertinentes sont indiquées dans les rapports aux comités scientifiques et à la CoP; un grand séminaire sur la formation et sur la lutte contre la fraude est tenu dans une région entre les sessions de la CoP	Atelier régional du réseau de lutte contre la fraude en matière d'espèces sauvages (El Salvador, avril) Atelier sur la coordination au plan national de la lutte contre la fraude en matière d'espèces sauvages avec l'UNODC (Indonésie, juin) Séminaire pluriagences sur la lutte contre la fraude (Nigéria, à confirmer)	Haute	10,809	12,470	0	0	12,470	150,000	162,470	France, Royaume-Uni, Commission européenne	54,394	20,041	34,353
16	Fournir systématiquement des orientations et des avis spécialisés aux Parties et aux agences de lutte contre la fraude, au niveau stratégique international mais aussi aux niveaux régional, subrégional et national, en mettant l'accent sur les questions pratiques en général, sur des espèces particulières, et au cas par cas	Des alertes CITES; des rapports aux comités scientifiques et à la CoP; une meilleure capacité des Parties à lutter contre le commerce illicite	Comité de l'OMD chargé des mesures d'exécution (Bruxelles, mars) Groupe de lutte contre la fraude de l'UE (Belgique, avril) Forum sur la gestion des risques de l'OMD (Bruxelles, Belgique, juin)	Essentielle	113,774	131,079	24,000		131,079	0	131,079	Hong Kong SAR	41,672	20,066	21,606
17	Continuer de coordonner les équipes spéciales CITES de lutte contre la fraude pour réagir face à des questions relatives à des espèces particulières et au commerce illicite; maintenir et élargir les contacts avec les réseaux internationaux, régionaux et subrégionaux de lutte contre la fraude tels qu'Interpol, l'OMD, l'équipe spéciale de l'Accord de Lusaka et l'ANASE-WEN	Un plus grand nombre de renseignements réunis, analysés et diffusés et des orientations proposées; de nouveaux réseaux régionaux, subrégionaux et nationaux de lutte contre la fraude mis en place, des projets stratégiques et opérationnels conjoints entrepris	Réunions régionales ou subrégionales du réseau de lutte contre la fraude	Essentielle	32,426	37,409	0	0	37,409	70,000	107,409				0
18	Convoquer une réunion du groupe CITES d'experts sur la lutte contre la fraude entre les CoP pour qu'il examine en priorité l'efficacité des mesures de lutte contre la fraude prises par les milieux CITES, l'amélioration de la quantification du commerce illicite, et le commerce important – en particulier celui portant sur des espèces de l'Annexe I	Des rapports stratégiques et des orientations fournis à la CoP	Travail avec Interpol, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'Organisation mondiale des douanes sur des stratégies de lutte contre la fraude	Haute	0	0	6,667	6,667	6,667	4,814	11,481				
19	Entreprendre des missions de vérification et d'évaluation des besoins techniques et de lutte contre la fraude pour des questions relatives à des espèces particulières et au commerce illicite; ces missions seront liées à des séminaires de formation et de renforcement des capacités dans les pays	Des rapports assortis de recommandations soumis aux Parties, au Comité permanent et à la CoP	1ère Conférence ministérielle de pays d'Asie sur la conservation du tigre (Thaïlande, janvier 2010). Mission de haut niveau au Zimbabwe sur les rhinocéros (février 2010). Sommet de chefs d'Etats sur la conservation du tigre (Fédération de Russie, septembre 2010). Mission de vérification en Egypte sur l'application de la Convention (février 2010)	Haute	27,305	31,323	6,667	6,582	37,905	61,341	99,246	Etats-Unis, Royaume-Uni	44,293	15,432	28,861
Coût total					184,314	212,281	37,334	13,249	225,530	286,155	511,685		140,359	55,539	84,820

Objectif 1.8

Les Parties et le Secrétariat ont des programmes de renforcement des capacités adéquats en place

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
20	Créer des outils pour assister les Parties dans la mise en œuvre de la CITES (notamment des manuels d'identification)	Des outils produits pour assister les Parties dans la mise en œuvre de la CITES; des manuels d'identification préparés et produits	Création d'outils pour la mise en œuvre de la Convention, y compris lancement et mise à jour du manuel d'identification CITES Wiki	Essentielle	36,640	40,105	0	0	40,105	60,000	100,105	Commission européenne	60,000	0	60,000
21	Créer des matériels et des cours de formation (matériels de présentation, cours sur CD-ROM, manuels) dans les 6 langues officielles des Nations Unies	Des matériels de formation créés, testés et distribués	Elaboration de cours en ligne en anglais pour les organes de gestion et les autorités scientifiques d'Afrique orientale et australe et d'Asie du Sud et du Sud-Est ; élaboration de cours en ligne en français pour l'Afrique francophone et de cours en ligne en espagnol pour l'Amérique centrale et du Sud ; création de présentations PowerPoint en anglais, français et espagnol	Moyenne	45,974	48,887	0	0	48,887	71,075	119,962	Commission européenne	71,075	10,715	60,360
22	Développement de l'enseignement CITES en ligne (Collège virtuel CITES)	Un programme d'enseignement CITES en ligne disponible pour toutes les Parties	Les cours en ligne élaborés dans le cadre de l'activité 21 seront mis à la disposition des Parties via l'université en virtuelle	Basse	98,334	99,181	0	0	99,181	24,960	124,141				
23	Fournir une formation CITES axée principalement sur la formation des organes de gestion & des autorités scientifiques (ateliers régionaux, nationaux & thématiques) et appuyer l'action de formation menée au plan national (participer aux ateliers, appuyer l'assistance OG à OG)	Des ateliers régionaux et de formation tenus dans chaque grande région exportatrice; la facilitation de l'échange d'expériences entre OG (forum sur le web, jumelages, stages)	Participation à la formation des organes de gestion et des autorités scientifiques menée au plan national en Afrique du Sud (octobre) Ateliers régionaux en Afrique anglophone (Ouganda, janvier), en Asie du Sud-Est (Philippines, mai), en Afrique francophone (Cameroun, novembre) et en Amérique centrale et du Sud (Colombie, décembre) Activités de suivi du renforcement des capacités au plan national	Essentielle	70,905	76,286	135,000	73,408	149,694	565,508	715,202	Commission européenne	565,508	408,407	157,101
												Commission européenne	224,800	26,000	198,800
24	Former les formateurs	Des formateurs formés	La formation « Former les formateurs » est incorporée dans les cours en ligne et sera disponible via l'université virtuelle	Basse	25,831	27,636	0	0	27,636	10,000	37,636				
25	Fournir un appui aux programmes CITES de maîtrise (Baeza, DICE, etc.)	Des conférences faites pour les programmes CITES de maîtrise	Des conférences ont été données dans le cadre du cours de maîtrise CITES, à l'université d'Andalousie (avril, mai et juin, Baeza, Espagne)	Basse	25,831	27,636	0	0	27,636	0	27,636	Espagne: financement direct*			
26	Améliorer la coordination au plan national de la lutte contre la fraude en matière d'espèces sauvages en recherchant les enseignements à tirer des affaires judiciaires menées à bien ou non (et en fournissant une assistance directe) et en diffusant ces enseignements, à l'intention des autorités CITES, des cadres juridiques, des procureurs et des juges; organiser un colloque mondial durant la période triennale pour les cadres juridiques, les procureurs et les juges	Des avis écrits spécifiques; la compilation et la diffusion de cas de droit et d'expériences; l'organisation d'un colloque	Fourniture de CD-rom pour les agents chargés de la lutte contre la fraude, les procureurs et les membres de l'appareil judiciaire dans le cadre de la formation des magistrats français Appui à l'Amérique centrale pour établir un réseau de procureurs et une base de données sur les informations judiciaires. Appui fourni à des procureurs nationaux dans des affaires spécifiques. Réunion informelle des procureurs à la CoP15	Moyenne	10,809	12,470	6,666	3,259	15,729	150,000	165,729				
Coût total					314,324	332,201	141,666	76,667	408,868	881,543	1,290,411		921,383	445,122	476,261

But 2
Assurer les ressources financières et les moyens financiers nécessaires pour le fonctionnement et la mise en œuvre de la Convention

Objectif 2.1

Les moyens financiers sont suffisants pour garantir le bon fonctionnement de la Convention

Objectif 2.2

Des ressources suffisantes sont obtenues au niveau national/international pour garantir le respect et l'application de la Convention et la lutte contre la fraude

Objectif 2.3

Des ressources suffisantes sont obtenues au niveau national/international pour réaliser des programmes de renforcement des capacités

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
27	Elaborer des concepts de projets et réunir des fonds pour des activités non financées par le fonds d'affectation spéciale CITES	Toutes les activités non financées sur le fonds d'affectation spéciale sont financées et les relations avec les donateurs sont maintenues	Visite aux principaux donateurs et aux principales institutions financières à Bruxelles, Canberra, Doha, Londres, Tokyo et Washington pour tenter d'obtenir des ressources financières supplémentaires afin que les Parties puissent mieux appliquer la Convention, notamment par l'intermédiaire du Fonds pour l'environnement mondial ; financement supplémentaire obtenu auprès de la CE et des Etats-Unis d'Amérique pour l'application des décisions de la CoP15.	Essentielle	84,322	94,411	25,000	12,673	107,084	0	107,084				
28	Réaliser, suivre, appuyer et évaluer tous les projets et les activités; gérer les projets	Des projets sont gérés; les relations avec les donateurs sont maintenues	Coordination entre les chargés de programmes et le chargé de la gestion des fonds sur la réalisation des projets, les révisions du budget et la soumission de rapports aux donateurs	Essentielle	140,668	148,822	0	0	148,822	0	148,822				
Coût total					224,990	243,233	25,000	12,673	255,906	0	255,906		0	0	0

But 3

Contribuer à une réduction substantielle du rythme actuel de l'appauvrissement de la diversité biologique en garantissant que la CITES et les autres instruments et processus multilatéraux soient cohérents et se renforcent mutuellement

Objectif 3.1

La coopération entre la CITES et les mécanismes financiers internationaux et les autres institutions apparentées est renforcée et les autres instruments et processus multilatéraux soient cohérents et se renforcent mutuellement afin d'appuyer les projets de conservation et de développement durable liés à CITES, sans diminuer le financement des activités prioritaires actuelles

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes				
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde	
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses								
29	Coopérer avec les organisations de Bretton Woods (Banque mondiale, banques régionales, FEM, PNUE/FI, OCDE et secteur privé) concernant les coûts et le financement de la conservation	Des protocoles d'accord concertés et/ou des plans de travail conjoints; une participation mutuelle dans les réunions ou ateliers pertinents; des outils d'information basés sur le web	Signature d'un mémorandum d'accord en vue de mettre en œuvre le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC) par le président de la Banque mondiale, le secrétaire général d'INTERPOL, le directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), le secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et le secrétaire général de la CITES. Réunion avec le directeur général du FEM	Basse	9,334	8,782	0	0	8,782	5,000	13,782					
Coût total					9,334	8,782	0	0	8,782	5,000	13,782			0	0	0

Objectif 3.2

La sensibilisation au rôle et au but de la CITES a augmenté au niveau mondial

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
30	Faire mieux connaître la CITES au public, préparer une stratégie et des outils de communication pour améliorer la visibilité, l'exactitude et l'objectivité des informations CITES et des réalisations accomplies au titre de la Convention, et aider le public à comprendre et à appliquer la CITES	Une stratégie de communication, des matériels publicitaires et de sensibilisation, des documents d'information, des points de presse, des communiqués de presse, des dossiers de presse, une interaction avec les médias publics ou privés, des réponses aux questions	Publication sur le site web de l'ensemble des déclarations du secrétaire général et d'informations plus régulières. Publication de 17 communiqués de presse en réponse aux nombreuses questions posées par les médias sur des sujets tels que le thon rouge de l'Atlantique, les requins, le commerce du bois, les quotas de caviar et le commerce de l'ivoire, et organisation de plusieurs réunions d'information destinées aux médias sur des questions ou des événements majeurs, tels que la 15 ^e session de la Conférence des Parties, qui ont reçu un niveau de couverture sans précédent dans les médias internationaux, en anglais, en français, en espagnol et en arabe, renforçant ainsi les connaissances du public en ce qui concerne la CITES et la conservation de la vie sauvage en général, particulièrement au Moyen-Orient. Evoqué dans de nombreux articles, parution d'articles consacrés à la CITES dans plusieurs publications, notamment : OMD Actualités, la Tribune de Genève, le journal de COOP et diverses autres publications Organisation d'un événement très réussi pour célébrer le 35 ^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la CITES – des ambassadeurs et diplomates de haut rang de nombreuses missions permanentes à Genève y ont assisté, notamment d'Australie, du Bahreïn, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, du Pérou, de Singapour et de Suisse	Basse	70,331	72,835	15,000	1,455	74,290	4,425	78,715				0
31	Tenir à jour et développer le site web de la CITES en utilisant davantage la plate-forme de bases de données incluant les archives CITES, les documents et listes de référence officiels, les activités et programmes thématiques, le listserver, les alertes et les forums de discussion; procéder à un examen général du site web après la CoP15 et éliminer les problèmes	Une amélioration constante du site web de la CITES pour répondre aux besoins des Parties, dans les langues de travail, et avec des orientations aux commerçants	Réorganiser le site Internet afin d'améliorer la recherche, la récupération et la diffusion des informations ; créer une base de données de soutien pour y intégrer les bases actuelles et améliorer la gestion des données et informations, notamment les réunions, événements, documents, contacts, etc. ; réaménager l'interface graphique du site pour améliorer la navigation ; ajouter des sections au système de gestion des contenus du site ; utiliser un logiciel de relevé des statistiques analysant le trafic sur le site et son utilisation ; améliorer l'indexation du site Internet ; et utiliser les technologies Internet 2.0 pour améliorer la communication entre les Parties et la communauté CITES.	Essentielle	124,734	131,127	0	0	131,127	75,000	206,127	Pas de financement			
Coût total					195,065	203,962	15,000	1,455	205,417	79,425	284,842		4,425	4,425	0

Objectif 3.3

La coopération avec les organisations internationales pour l'environnement, le commerce et le développement est renforcée

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
32	Continuer de collaborer avec le PNUE/ETB (sur l'étude des politiques sur le commerce des espèces sauvages et les questions touchant à l'OMC), la CNUCED (sur l'initiative Biotrade), l'OMC (sur le statut d'observateur et la coopération institutionnelle concernant l'environnement et le commerce), le CIT (sur la chaîne de valeur et les marchés pour le commerce CITES) et l'OCDE (sur les questions économiques et de développement)	De nouveaux examens des politiques en matière de commerce des espèces sauvages; des projets effectifs de Biotrade et plus d'appui et une meilleure interaction entre les autorités de Biotrade et de la CITES; la poursuite de l'appui mutuel de la CITES et de l'OMC dans la prise de décisions et l'acceptation par l'OMC des mesures sur le commerce CITES; un appui technique du CIT et de l'OCDE obtenu et utilisé	Organisation d'un appui financier et/ou technique pour les pays ou les régions qui souhaitent entreprendre l'examen de leur politique en matière de commerce des espèces sauvages	Basse	29,477	30,033	0	0	30,033	60,000	90,033	Commission européenne, fonds restants de l'atelier sur les moyens d'incitation économiques	42,578	33,836	8,742
33	Promouvoir la CITES auprès du secteur privé et développer des partenariats pour améliorer l'application de la Convention; établir ou maintenir des contacts avec les associations commerciales; développer les informations sur le site web de la CITES pour le secteur privé; coopérer avec le secteur privé à l'organisation d'une réunion en marge de la CoP15; aider les Parties intéressées à encourager la création d'associations commerciales nationales et obtenir un appui des chambres de commerce ou des conseils de promotion de l'exportation nationaux	Une plus grande sensibilisation et compréhension de la CITES par le secteur privé; des projets agréés et réalisés; la promotion nationale des associations commerciales; des outils pour le site web; une réunion pour le secteur privé en marge de la CoP15	Manifestation en marge de la réunion de la CoP15 sur l'engagement du secteur privé Réunion à Berne avec l'industrie horlogère au sujet de l'émission de certificats et permis pour les objets de luxe.	Basse	15,023	15,167	0	0	15,167	15,000	30,167				
Coût total					44,500	45,200	0	0	45,200	75,000	120,200		42,578	33,836	8,742

Objectif 3.4

La contribution de la CITES aux objectifs de développement du millénaire et aux buts de développement durable fixés par le SMDD est renforcée en veillant à ce que le commerce international de la flore et la faune sauvages soit pratiqué à un niveau durable

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
34	Participer à la poursuite de l'élaboration et de l'utilisation d'indicateurs de durabilité et de perte de biodiversité, par ex. en continuant de collaborer au Partenariat sur les indicateurs de biodiversité de 2010 ou autres actions similaires conjointes. Compiler des informations sur le travail des autres AME sur l'élaboration d'indicateurs	L'établissement d'une série d'indicateurs pouvant être utilisés pour évaluer l'efficacité des actions CITES	Participation à la 4e réunion technique du Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité pour 2010	Basse	10,808	12,470	0	0	12,470	0	12,470				
35	Contribuer aux BDM 1 et 7 en préparant des orientations sur les moyens d'existence et en compilant des études de cas montrant les avantages du commerce des espèces sauvages pour le développement des populations locales	Un outil d'évaluation rapide, des lignes directrices volontaires, des études de cas sur les moyens de subsistance (résolution Conf. 8.3, décisions 14.3 & 14.4)	Organisation d'une réunion spéciale pour discuter d'un projet d'outils d'évaluation rapide et de lignes directrices pour traiter les impacts sur les moyens d'existence	Basse	9,334	8,781	0	0	8,781	30,000	38,781	Royaume-Uni, Commission européenne, Safari Club International	17,259	1,010	16,249
Coût total					20,142	21,251	0	0	21,251	30,000	51,251		17,259	1,010	16,249

Objectif 3.5

Les Parties et le Secrétariat coopèrent, comme approprié, avec les autres organisations et accords internationaux traitant des ressources naturelles, afin de parvenir à une approche cohérente et concertée aux espèces pouvant être menacées d'extinction par un commerce non durable, y compris celles qui sont exploitées commercialement

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes				
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde	
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses								
36	Prôner la coopération au niveau politique et scientifique entre les AME touchant à la biodiversité, les organisations internationales et les principaux partenaires pour atteindre l'objectif de 2010 et au-delà en évitant les redondances et les chevauchements et en intensifiant la coopération concrète	Des réunions régulières des secrétariats des AME touchant à la biodiversité et des présidents de leurs organes techniques subsidiaires facilitées. La coopération avec la FAO, l'UNCLOS et les ORGP pertinents, et l'OIBT développé. Des accords de partenariat établis avec l'UICN et d'autres organismes scientifiques	Participation au 16 ^e Conseil scientifique de la CMS Présence à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion de l'Année internationale de la biodiversité ; participation à la CoP10 de la CBD de Nagoya, au Japon ; participation par le biais de nos deux présidents de comités scientifiques à la réunion organisée par le PNUE en République de Corée sur la création du Panel intergouvernemental sur les écosystèmes et la biodiversité (IPBES) Participation à trois ateliers régionaux de l'OIBT et de la CITES et présentation à la 46 ^e session du Conseil de l'OIBT Participation à la première Réunion de haut niveau du MEFI pour préparer la CoP10 de la CBD. Participation au Groupe de gestion des questions d'intérêt sur la biodiversité de l'EMG (Genève, Avril) ; symposium nordique sur les synergies de la biodiversité (Helsinki, Avril) ; séminaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et de la FAO sur la création d'un instrument juridique international (Genève, septembre) ; réunion de haut niveau sur la direction internationale des affaires touchant à l'environnement (Helsinki, novembre)	Moyenne	40,860	45,954	0	0	45,954	20,584	66,538	Financement direct d'ITTO				
											Commission européenne	20,584	4,796	15,788		
37	Appuyer les initiatives de formation et les initiatives conjointes ONU/PNUE/AME (par ex., l'initiative "Douanes vertes")	Des matériels de formation conjoints élaborés; une formation dispensée	Participation aux ateliers régionaux de formation des douanes au Liban (avril), en République dominicaine (juillet), au Turkménistan (octobre) et au Kenya (décembre) ; les outils de formation des Douanes vertes ont été élaborés et distribués par le canal de l'Initiative « Douanes vertes » et de l'Organisation mondiale des douanes ; participation à un atelier PNUE AME en Albanie (juin)	Basse	16,497	18,854	0	0	18,854	5,000	23,854					
Coût total					57,357	64,808	0	0	64,808	25,584	90,392		20,584	4,796	15,788	

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
38	Gérer le Secrétariat globalement de manière que son travail soit cohérent et qu'il réponde aux besoins des Parties; coordonner entre les unités la réalisation des programmes de travail agréés, planifier avec le personnel des unités la répartition et la coordination des tâches assignées	Une diffusion effective et efficace par le Secrétariat des résultats du programme de travail	Avec une nouvelle structure du Secrétariat, définition d'un objectif commun relatif aux travaux réalisés en équipe, certaines tâches étant réaffectées, notamment par la répartition des responsabilités confiées à des équipes différentes pour les décisions et résolutions de la CoP Création d'une nouvelle équipe de gestion plus ouverte et mise en place de réunions du personnel trimestrielles, dont quatre ont été organisées depuis le mois de mai, ainsi que la création d'équipes spéciales associées à un calendrier pour l'étude des problèmes cruciaux tels que : l'éléphant d'Afrique, la préparation de l'atelier sur le commerce des serpents asiatiques, la révision du site de la CITES et le projet de renforcement des capacités de la Commission européenne. Négociation de la délégation de pouvoir avec le directeur exécutif du PNUE, signée en octobre 2010, après consultation du Comité permanent Aide au Comité permanent dans la négociation d'un nouveau Mémoire d'accord avec le directeur exécutif du PNUE (en cours)	Essentielle	389,931	471,683	0	0	471,683	0	471,683				
39	Coordonner la coopération internationale et promouvoir les synergies notamment par la participation aux sessions des organismes pertinents (comme la Conférence des Parties des AME, le Conseil directeur du PNUE etc.)	Des relations de travail effectives et concertées sont établies avec les autres institutions, et des résultats des activités concertées fournissant une valeur ajoutée	Visites en Australie, Belgique, France, Italie, Japon, Kenya, Norvège, Qatar, Fédération de Russie, Royaume Uni, États-Unis, Thaïlande, ainsi que des entretiens avec l'organe de gestion Suisse ; rencontres avec divers ministres, ambassadeurs, hauts fonctionnaires, organes de gestion, autorités scientifiques et services de répression des fraudes, organes des Nations Unies, organisations internationales, représentants de la société civile et du secteur privé Présence au Forum international sur le tigre (Russie) ; prise de parole devant l'organe directeur de la Cicta ; interventions par le biais du SG – pour la première fois – aux réunions des organes directeurs de la Cicta et d'Interpol	Basse	86,110	113,471	40,000	31,857	145,328	0	145,328				

Rencontré : le Président de la Banque mondiale, le Secrétaire général d'Interpol, le Secrétaire exécutif de l'UNODC, le Directeur général de l'OMC, l'Administrateur du PNUD, le Directeur exécutif du PNUE, l'Administrateur général du GEF, le Directeur exécutif de l'OIBT, le Président du FNUF, le Président de l'EMG, le Président de la Cicta, le Secrétaire exécutif de la CBD, le Secrétaire exécutif du CMS, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, le Secrétaire exécutif de l'UNCCD, le Secrétaire général de l'OTCA, le Directeur général et l'adjoint au Directeur général au Département des forêts de la FAO ; le Directeur général d'EuropAid et le Directeur général pour l'environnement de la Commission européenne, le Directeur général de l'UICN, le Président international du WWF, le Président de l'IFAW, le Directeur général du CIC, le Président du CIEL, le Directeur du Centre Mondial de Surveillance de la Conservation de la Nature du PNUE et le Directeur de TRAFFIC

Coût total

476,041

585,154

40,000

31,857

617,011

0

617,011

0

0

0

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes						
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde			
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses										
40	Organiser et appuyer la 15e session de la Conférence des Parties (mars 2010): conclusion de l'accord avec le pays hôte; assistance au pays hôte; organisation du voyage des délégués parrainés	La réussite de la session de la Conférence des Parties; les documents de la session fournis dans les langues de travail	CoP15 (Doha, Qatar). Préparation des documents, enregistrement des participants, voyage du Qatar, etc. Assistance aux délégués parrainés (dès 2009) Voyage en Thaïlande pour la préparation de la CoP16	Essentielle	600,710	678,312	335,000	191,105	869,417	504,567	1,384,408	Qatar	504,567	309,535	195,032			
										846,827	Allemagne, Australie, Belgique, Danemark, Espagne, Etat-Unis, France, Monaco, Norvège, Qatar, Suède, Suisse, Commission européenne, Pew Environment Group, Species Survival Network	846,827	736,423	110,404				
										10,424	Thaïlande			10,424				
41	Organiser et appuyer les 59e & 60e sessions du Comité permanent; organisation du lieu des sessions; organisation du voyage des représentants	Les sessions du Comité permanent; les documents des sessions fournis dans les langues de travail	59 ^e et 60 ^e sessions du Comité permanent (Doha, Qatar). Dispositions prises pour la salle de réunion et le personnel de conférence. Enregistrement des participants. Préparation des documents, etc...	Essentielle	84,242	90,391	20,000	16,793	107,184	0	107,184					0		
42	Organiser la logistique et la documentation de la 25e session du Comité pour les animaux, de la 19e session du Comité pour les plantes et de toutes les autres réunions officielles de la CITES: contacts avec le pays hôte; organisation du lieu des sessions, organisation du voyage des délégués parrainés	Les sessions du Comité pour les animaux, du Comité pour les plantes et autres réunions CITES officielles; les documents des sessions fournis dans les langues de travail	Préparation de la réunion du Comité pour les plantes PC19 organisé à Genève (avril 2011)	Essentielle	141,079	151,498	0	0	151,498	90,000	241,498					0		
			Préparation de la réunion du Comité pour les animaux AC25 organisé à Genève (juillet 2011)														0	0
43	Tenir, mettre à jour et publier les documents de référence officiels CITES	Les publications officielles de la CITES: Annexes; réserves, liste des Parties, résolutions et décisions, Guide CITES, rapport annuel du Secrétariat, notifications aux Parties, répertoire CITES, registre des établissements d'élevage en captivité, registre des pépinières, registre des institutions scientifiques, base de données sur les quotas d'exportation, etc., tous mis à jour sur le site web de la CITES	Après la CoP15, révision des annexes CITES et du manuel CITES, et inclusion des résolutions et des décisions nouvelles et révisées	Essentielle	340,329	377,094	75,000	23,760	400,854	120,000	520,854						0	
			Tenue et publication sur le web pendant toute l'année des autres matériels de référence.															Participation aux réunions sur la tenue des registres
			Production de la <i>Liste des espèces CITES</i> par contrat avec le PNUE-WCMC															
Coût total					1,166,360	1,297,295	430,000	231,658	1,528,953	1,571,818	2,253,944		1,415,859	1,110,423	315,860			

Matériel de bureau et services

N°	Activités	Résultats escomptés	Méthode d'application	Rang de priorité	Fonds d'affectation spéciale				Fonds d'affectation spéciale, total	Fonds externes requis, total	Fonds requis, Total	Fonds externes			
					Coûts en personnel		Autres coûts					Donateurs	Montants reçus	Dépenses	Solde
					Budget	Dépenses	Budget	Dépenses							
44	Fournir le matériel de bureau, y compris les matériels informatiques et les logiciels, les licences nécessaires, les meubles et les fournitures; louer et entretenir l'équipement, y compris les photocopieuses et le matériel de communication; régler les coûts de la location des bureaux, de l'électricité, du nettoyage et de la communication	Un appui logistique et administratif pour que le Secrétariat réalise efficacement son programme de travail	Contrats pour les photocopieuses, les fax & autres équipements de bureau et leur utilisation; location des bureaux, maintenance, électricité, nettoyage et service de TI; obtention des fournitures et de l'équipement	Essentielle	0	0	280,000	205,482	205,482	57,754	263,236				
			Achat de matériels de vidéoconférences									Suisse, Safari Club International	23,558	23,558	0
			Achat de nouveaux ordinateurs portables dotés de stations d'accueil pour le personnel du secrétariat									Etats-Unis	34,196	30,764	3,432
Coût total					0	0	280,000	205,482	205,482	57,754	263,236		57,754	54,322	3,432
Coûts directs totaux															
Frais d'appui au programme (13%)					3,308,599	3,683,871	1,174,000	779,254	4,463,125	8,810,381	11,789,149		7,874,244	4,258,010	3,626,658
TOTAL GENERAL							582,738		580,206				390,960	179,460	
							5,065,337		5,043,331				8,265,204	4,437,470	
									99.57%						